

MOSTAGANEM

Des forages seront concédés aux agriculteurs

Au profit des agriculteurs qui souffrent du manque de ressources hydriques, une nouvelle forme d'organisation et de gestion est adoptée par la Direction de l'hydraulique à la faveur de la mise en service des grands projets en alimentation en eau potable des populations.

Le secteur de l'hydraulique se mobilise cette fois pour l'essor de l'agriculture. Etant donné que la nappe est surexploitée dans la région où l'agriculture connaît un développement intensif ces dernières années à la faveur de soutien mis en œuvre par

l'Etat. Une expérience a été tentée, d'ailleurs réussie, celle de l'aménagement d'un premier périmètre irrigué de 1 400 hectares extensible à 4 000 hectares qui sera greffé à partir du barrage de Oued Kramis.

Désormais, l'interdiction qui frappait le forage de puits sur la nappe phréatique du plateau de Mostaganem a été facilitée par la Direction de l'hydraulique et tout fellah qui dispose d'une superficie de plus de 37 hectares aurait droit désormais à un forage.

Dans ce contexte, il a été décidé que les forages seront concédés à des agriculteurs pour peu qu'ils s'organisent en vue d'une utilisation rationnelle du précieux liquide. Le projet prévoit un premier périmètre vaste de 10 000 hectares couvrant les com-



munes de Aïn Tedlès, Kheir-Eddine, Aïn Boudinar et toute la partie sud du chef-lieu de wilaya. Le deuxième péri-

mètre d'une superficie de 2 600 hectares longera le synclinal de Bouguirat. Le troisième concernera la

plaine de Bordjia dont il couvrira 2 500 hectares. Enfin, le plus petit périmètre, néanmoins vaste de 200 hectares, est prévu sur la commune de Ouled Maallah, à la périphérie immédiate du barrage de Kerrada à partir duquel il sera alimenté. Les 4 périmètres seront alimentés par les deux barrages du Chélif, ouvrages maîtres du complexe hydraulique MAO, destiné initialement à l'alimentation en eau potable des régions de Mostaganem, Arzew et Oran.

Enfin, le secteur de l'agriculture enregistre une relance et les efforts consentis commencent à apporter des satisfactions et une campagne d'information est lancée pour sensibiliser les agriculteurs quant à l'importance de cette opération d'irrigation.

A. B.

SOUK AHRAS

Taoura attend le complexe mère-enfant et le nouvel hôpital

Pour une wilaya dont le nombre des habitants dépasse les 487 624 âmes, sur le plan sanitaire le secteur public dispose de 3 établissements publics hospitaliers, totalisant 740 lits : l'ancien hôpital de Souk Ahras de 216 lits qui remonte à l'ère coloniale et qui est en voie d'extension et de réhabilitation depuis plusieurs années, l'EPH Ibn-Rochd de 286 lits et celui de Sedrata Houari-Boumediène de 238 lits.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, le secteur de la santé au niveau de la wilaya de Souk Ahras s'est renforcé par plusieurs infrastructures achevées depuis 2012 et non opérationnelles jusqu'à ce jour, il s'agit d'un établissement hospitalier spécialisé «EHS» mère-

enfant doté de laboratoires spécialisés, d'un bloc opératoire, de salles d'accouchement, de chambres individuelles, de salles de jeux éducatifs pour enfants, d'un service de gynécologie et de pédiatrie. Cette infrastructure très spacieuse réalisée avec une manne d'argent de 60

millions de dinars, il faut dire que cette nouvelle infrastructure sanitaire inspectée en date du 24 juin 2013 lors de la visite de travail effectuée par le Premier ministre Abdelmalek Sellal à Souk Ahras est non opérationnelle. Jusqu'à ce jour, on argue toujours le redondant argument «la non-réception d'équipements médicaux et le déficit en médecins spécialistes entre autres» de même pour l'hôpital de 60 lits réalisé dans la région de Taoura, 20 km à l'est de Souk Ahras, il n'a pas été mis en service jusqu'à ce jour alors que théoriquement, ces deux hôpitaux devaient être opérationnels depuis l'an-

née 2013. Indubitablement, la réalisation de ce nombre important de projets affectés à l'amélioration frappante des prestations et une prise en charge adéquate du malade permettront à la wilaya d'être en conformité avec la cartographie nationale de la santé.

Pourtant le ministre de la Santé Abdelmalek Boudiaf n'a pas manqué, lors de ces sorties sur le terrain, d'établir un plan salvateur et opérer un changement radical dans le domaine du service public à la lumière de l'application du plan de modernisation du secteur.

Barour Yacine

SÉCURITÉ SOCIALE À TIPASA

Les échéances décisives de la fin décembre

Les journées portes ouvertes de la Sécurité sociale qui se sont déroulées au cours du mois d'octobre 2016, et initiées par la Direction régionale de la Cnas de Tipasa, étaient dédiées au dispositif prévu par la loi de finances complémentaire 2015 et qui avaient mobilisé, rappelons-le, plusieurs hauts responsables de cet organisme, qui se sont évertués à vulgariser ce dispositif réglementaire en vue de répondre aux préoccupations des organismes employeurs.

Outre la participation des organismes de l'Ansej, de la Cnac, de la DAS, de l'Angem et de plusieurs organismes employeurs, nous avons constaté de judicieuses interventions de la part de l'encadrement de la Cnas de Tipasa, à l'instar de M. Djaber Bacem, sous-directeur des prestations, M. Ouagueni Abdesslam, responsable des finances, M. Kadri Chafik, un autre cadre supérieur des finances et l'omniprésent directeur régional qui s'était attaché à donner d'importantes précisions à l'assistance, notamment en matière de délais de déclarations des travailleurs salariés, en indiquant que la loi de finances complémentaire 2015 a octroyé des délais d'échéanciers de paiement dans le cadre de l'article 57 de cette loi et qu'au-delà de ces délais, il y aurait perte du bénéfice des

avantages consentis, notamment en matière d'annulation des pénalités et majorations de retard de versement des cotisations principales dues. Selon M. Kadri, ce dispositif permet aux employeurs de régulariser la situation de leur entreprise avec la Cnas, tout en permettant l'annulation des précédentes pénalités. Ainsi, l'objectif de ces journées portes ouvertes, permettra de sensibiliser davantage les employeurs, en offrant la possibilité à ces derniers d'obtenir un calendrier de paiement. Des mises à jour seront possibles pour ces entreprises, dès lors que leur situation financière le permettra. A ce titre, M. Kadri dira qu'il conviendrait d'introduire une demande écrite auprès de la Cnas, pour l'obtention d'un échéancier de paiement, notamment pour les entreprises redevables des cotisations

principales, sachant que la durée de la créance peut aller au-delà des délais impartis. L'orateur dira en outre que la Cnas de Koléa dispose de 1 000 dossiers de demandes d'échéanciers de paiement, dont 399 employeurs ont déjà soldé leur échéancier, soit 24,788 milliards de centimes. On nous précise par ailleurs qu'il y a 4 818 employeurs redevables d'un montant de 996 millions de dinars En marge de toutes ces déclarations, l'orateur nous rappelle en outre qu'au-delà de ce type d'avantages, un nouveau dispositif permet une adhésion volontaire des personnes exerçant une activité économique, commerciale, artisanale ou agricole, sans disposer du registre du commerce.

A ce titre, on nous révèle qu'il y a 783 dossiers de déclarations volontaires, qui ont été déposés et que cela contribue grandement à l'éradication du commerce informel. Ce cadre révèle en substance qu'à ce jour, près de 1 000 employeurs se sont manifestés et ont réglé la cotisation de l'encours en procédant à la demande d'un échéancier, le tout concernant 10 années d'âge soit 700 à 800% du montant principal dont le règlement est requis obligatoire-

ment ; «toutes ces dispositions ont permis d'opérer 995 millions de dinars d'annulation des pénalités», révèle ce cadre qui ajoute : «Les commerçants de l'informel peuvent bénéficier de prestations de l'assurance maladie» en déclarant à ce propos que «dans l'attente que cette frange de la population commerçante régularise sa situation, la loi accorde exceptionnellement une période de trois années pour accomplir les démarches de régularisation, et permettre de bénéficier de la couverture sociale dans le cadre de l'affiliation volontaire». Interpellé sur les catégories de bénéficiaires de cette mesure, l'orateur dira que «ce sont les personnes des deux sexes qui exercent des activités commerciales, artisanales, économiques ou agricoles, notamment les vendeurs de légumes, de poissons, les femmes au foyer, qui réalisent des travaux de couture, de coiffure, des gâteaux traditionnels, des travaux de l'artisanat etc. mais appelées à régulariser leur situation dans un délai de 3 ans.

Il s'agit d'une forme de résorption de l'informel et permettant à chacun de bénéficier des couvertures sociales».

Houari Larbi

RELIZANE

Les habitants

dénoncent l'anarchie

Les habitants de la cité des 42 logements sociaux et ses environs situés à la rentrée sud-ouest de la ville de Belacel, dans la wilaya de Relizane, interpellent les autorités locales pour procéder à l'application de l'arrêté communal régulant et régissant l'endroit de stationnement des transporteurs à partir et vers la ville de Belacel. En effet, ces citoyens dénoncent l'obstination des transporteurs à rendre ce quartier un lieu de stationnement avec tous les désagréments qu'engendrent le bruit, l'attroupement des gens, la saleté et autres sur le quotidien des habitants. Pourtant, déclarent ces derniers, il existe non loin de ce quartier un espace aménagé et réservé pour accueillir et les transporteurs et les voyageurs. Le désordre et le brouhaha causés à longueur de journée depuis plus de deux années ont poussé les résidents à faire appel aux responsables locaux à plusieurs reprises, mais rien n'a été fait pour résoudre ce problème. Les transporteurs avancent que des marchands ambulants et autres petits vendeurs ont squatté l'espace aménagé pour le stationnement de leurs véhicules et n'ont pu trouver autre endroit pour stationner, l'arrêté communal n'a pas été suivi d'effets puisque aucun service compétent n'a osé prendre le taureau par les cornes, chacun rejette la responsabilité sur les autres, promettant une solution qui tarde à être trouvée. Pour les habitants de ce quartier, la seule issue est la mobilisation des forces publiques pour appliquer la loi et garantir l'inquiétude de ces habitants. En attendant des jours meilleurs, ils devront encore attendre et prendre leur mal en patience.

A. Rahmane